

La finance solidaire au Grand-Duché

Une banque récompensée par le prix Nobel de la paix? L'idée avait de quoi surprendre, même si c'était il y a deux ans! C'est bien pourtant ce dont s'est vu récompensée la Grameen Bank du Bangladesh conjointement avec son créateur Muhammad Yunus, en 2006.

Cet organisme de microcrédit attribue des prêts à faibles montants pour la création de projets au niveau local principalement dans les pays en développement, mais également dans les pays industrialisés pour répondre à des besoins délaissés par la plupart des banques plus soucieuses de faire de la spéculation financière que du soutien à l'économie réelle locale. Ce qu'on fait mine de découvrir aujourd'hui sur fond de crise...

Le microcrédit n'est certes pas la panacée mais joue un rôle grandissant, y compris aux yeux d'épargnants, soucieux de la destination de leurs économies.

La microfinance, dans la mesure où celle-ci met en avant l'utilité écologique et sociale, est une composante de la finance sociale et solidaire. Les acteurs de cette finance privilégient les projets collectifs, communautaires et/ou à forte valeur ajoutée sociale.

Au Luxembourg, l'asbl. Etika, a pour objet de promouvoir la finance solidaire. Nous avons rencontré Jean-Sébastien Zippert et Ekkehart Schmidt-Fink, respectivement coordinateur et chargé des relations publiques d'Etika. Etika a mis au point un mécanisme de finance solidaire en commun avec la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE) au Luxembourg.

Dans le cas du crédit alternatif, peut-on parler d'un placement à plus value sociale plutôt qu'un bénéfice de capital?

«C'est le cas même si certains de nos épargnants souhaieraient un rendement financier un peu plus élevé. Cela dit, il existe en Europe des placements responsables et transparents, et qui ont un rendement financier tout à fait comparable à celui d'une banque traditionnelle.

La solidarité est une chose, mais il y a surtout un besoin de transparence et de responsabilité de la part des instituts. Prenons l'exemple des fonds publics et parapublics tels les fonds de pension, il est paradoxal, voire choquant, que la retraite des employés privés et des fonctionnaires soit investie dans des entreprises qui ne respectent pas les règles fondamentales de l'OIT et qui, par exemple, financent des entreprises qui font appels au travail forcé ou à celui des enfants. Nous pensons que l'argent public



Le chargé des relations publiques Ekkehart Schmidt-Fink (à gauche) et le coordinateur d'Etika Jean-Sébastien Zippert

ou parapublic n'a rien à faire dans le financement de ce type d'activité et qu'il faut y appliquer, outre les critères de rentabilité et de sécurité, des critères sociaux et environnementaux.

Comment s'effectue la sélection des projets qui souhaitent bénéficier d'un crédit alternatif?

«Initialement ce sont des candidats qui déposent leur dossier et font une demande de crédit d'investissement. Le comité de crédit d'Etika étudie alors la demande suivant les critères socio-environnementaux mais aussi les critères

de viabilité financière. La BCEE étudie elle aussi le dossier en parallèle selon des critères financiers. Une fois le dossier accepté par ces deux parties, le candidat bénéficie d'un crédit à taux bonifié. Il faut préciser que depuis onze ans qu'existe le mécanisme, aucune créance non recouvrable ni même douteuse n'est à déplorer. Tous nos crédits accordés ont été remboursés. Ce qui veut dire que les entreprises qui ont un projet social et solidaire sont de nature fiable bien qu'elles soient en concurrence avec les entreprises qui ne respectent pas les mêmes règles qu'elles. Il est rassurant de savoir qu'intégrer des paramètres sociaux et environnementaux ne nuit pas à la nécessité

de croître et d'être concurrentiel.

Acceptez-vous des projets hors des frontières luxembourgeoises?

«Du fait que notre partenaire financier soit une banque du Luxembourg qui n'a pas vocation à être présente dans d'autres pays, nous sommes relativement restreints pour des interventions à l'étranger. Mais il y a une exception, celui de l'investissement dans le cadre de la solidarité internationale, par le biais d'ONG qui ont leur siège social au Luxembourg qui financent des microcrédits en Asie ou en Afrique par exemple. Nous nous associons également avec des organismes qui ont une assise qui dépasse nos frontières. C'est ainsi que nous avons ouvert un compte Nord/Sud avec la banque belge Triodos qui est spécifiquement destiné à financer des institutions de microfinance dans des pays en voie de développement. Citons également l'organisme de microfinance ADA (Appui pour le développement autonome), membre d'Etika, qui a pour vocation d'appuyer les institutions de microfinance actives dans les PED qui sont en voie de normalisation et qui peuvent apporter une plus value sociale importante.

De combien de projets, Etika a-t-il permis le financement?

«Depuis sa création, le mécanisme a ainsi permis le financement de plus de 130 projets grâce

à plus de 560 épargnants qui ont déposé environ 20 millions d'euros sur le compte Epargne alternative. Ce qui reste modeste par rapport aux mécanismes similaires en Belgique ou Allemagne. Ce qui fait aussi la différence c'est que Etika est la seule entité proposant un outil de finance solidaire au Luxembourg, alors qu'on peut en trouver une dizaine qui vont répondre à des critères de transparence et de responsabilité en Belgique.

L'accès au crédit reste-t-il difficile dans les pays européens?

«En effet on constate aujourd'hui que beaucoup de PME ont des difficultés d'accès au crédit ou alors que ce dernier est particulièrement cher en terme de taux ou bien que ses conditions sont très lourdes pour le demandeur (hypothèque de domicile, etc.), chose problématique car aujourd'hui la création d'emplois passe par les petites structures. De plus il y a, à l'heure actuelle, une partie de la population européenne qui est exclue des services financiers de base, ce qui pose problème ne serait-ce que pour l'accès au logement.

Existe-t-il à échelon européen une législation pour ce type particulier de placement?

«Nous souhaiterions faire avancer les choses sur ce terrain, il existe des pays tels la Norvège ou les Pays-Bas où le gouvernement a légiféré sur cette question. En résulte une liste de critères qui

définissent ce qu'est un placement social, nous espérons qu'il en sera bientôt de même au Luxembourg. On peut faire un parallèle avec le cas de l'agriculture biologique, depuis 1992 il existe un label, adopté par les membres de l'UE qui détermine d'une manière claire ce que doit être un produit issu de l'agriculture biologique. Dans le cas de la finance solidaire il y a un réel manque de visibilité sur les critères retenus. Et il est vrai que ça peut paraître confus pour un investisseur intéressé, c'est en cela que nous aimerions qu'il y ait 'officialisation' de critères minimums qu'on pourrait par la suite rendre plus ambitieux.

Ainsi, on retiendra qu'il ne faut pas voir la finance solidaire comme une œuvre purement "sociale", ni comme une forme d'assistance. Le tout est d'être capable de démontrer la pertinence de cette forme d'investissement qui doit s'intégrer dans un processus global d'économie solidaire aux différents niveaux de la chaîne économique.

En somme, la finance solidaire est rentable pour tous et en tout point et nous serons présents à Lux'09 en Avril 2009 pour discuter avec nos homologues sur toute la planète avec le réseau Inaise qui regroupe les acteurs de la finance sociale et solidaire au niveau mondial.

Propos recueillis par Pierre Paradeis et Bertille Legat

OPE bei der internationalen ECCE-Konferenz in Ostrava

„Soziale Professionen für ein soziales Europa“

Ziel des europäischen Universitäten-Netzwerkes „European Centre for Community Education“ (ECCE) ist, die Idee eines Europa als soziale Gemeinschaft durch Aktivitäten zu fördern, die dem Vergleich bestehender und der Entwicklung neuer Modelle von „community education“ dienen.

Dieses Ziel versucht man dadurch zu erreichen, indem vornehmlich im Bereich der Gemeinwesenarbeit interkulturelle Lernmöglichkeiten für die in der „community education“ tätigen Fachkräfte und die mit deren Aus- und Fortbildung betrauten Personen eingerichtet werden. Außerdem werden Projekte initi-

iert, die der Grundlagen- und angewandten Forschung auf dem Gebiet der „community education“ dienen.

In diesem Zusammenhang war „Objetif plein emploi“ OPE als Mitglied des Netzwerkes eingeladen, über ihre Erkenntnisse und konkreten Umsetzungen in Luxemburg zu referieren.

Für Romain Binsfeld und Romain Biever war dies eine exzellente Gelegenheit, im Workshop 3, „Soziale Professionen in sich verändernden sozial-politischen Kontexten in Europa“, die Wichtigkeit, die OPE der „Education citoyenne“ (community education) zugesteht, hervorzuheben und sie als wichtigen Pfeiler der

Solidarwirtschaft zu beschreiben.

Wichtige Kontakte konnten ebenfalls mit Vertretern aus Osteuropa geknüpft werden, welche sich außerordentlich für das Weltforum der Solidarischen Ökonomie, das im April 2009 in Luxemburg stattfindet, interessierten und ihre Mitarbeit zugesichert haben.